



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/438
8 septembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL

Quarante-cinquième session
Point 139 de l'ordre du jour
provisoire*

STATUT D'OBSERVATEUR DES MOUVEMENTS DE LIBERATION NATIONALE
RECONNUS PAR L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE OU LA LIGUE
DES ETATS ARABES

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	2
II. REPONSES RECUES DES GOUVERNEMENTS	2
Chypre	2
Equateur	3

* A/45/150 et Corr.1.

3p.

I. INTRODUCTION

1. Le 9 décembre 1988, l'Assemblée générale a adopté la résolution 43/160 B intitulée "Statut d'observateur des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou la Ligue des Etats arabes", dans laquelle, elle invitait instamment tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait, en particulier ceux qui accueillent sur leur territoire des organisations internationales ou des conférences convoquées par des organisations internationales de caractère universel ou tenues sous leurs auspices, à envisager, dès que possible, de ratifier la Convention de Vienne sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales de caractère universel ou d'y adhérer, demandait une fois de plus aux Etats concernés d'accorder aux délégations des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou la Ligue des Etats arabes et auxquels des organisations internationales accordent le statut d'observateur, les facilités, privilèges et immunités qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions conformément aux dispositions de la Convention de Vienne sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales de caractère universel, et priait le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa quarante-cinquième session, de l'application de ladite résolution.

2. Par une note datée du 14 mars 1989, le Secrétaire général a invité les gouvernements à lui communiquer tous les renseignements et toutes les observations qu'ils pourraient souhaiter apporter à titre de contribution à l'établissement du rapport qui lui a été demandé au paragraphe 3 de la résolution précitée.

3. Les réponses reçues au 16 août 1990 sont reproduites dans le présent rapport. Les réponses reçues après cette date figureront dans un additif au présent rapport.

II. REPONSES RECUES DES GOUVERNEMENTS

CHYPRE

[Original : anglais]
[26 avril 1990]

La République de Chypre :

1) A ratifié la Convention de Vienne sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales de caractère universel;

2) Accorde aux délégations des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou la Ligue des Etats arabes et auxquels des organisations internationales accordent le statut d'observateur, les facilités, privilèges et immunités qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions conformément aux dispositions de la Convention de Vienne sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations de caractère universel.

EQUATEUR

[Original : espagnol]
[4 mai 1990]

1. Le 6 janvier 1976, l'Equateur a ratifié la Convention de Vienne sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales de caractère universel.
2. En ce qui concerne le paragraphe 2 de la résolution, l'Equateur accorde aux mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou la Ligue des Etats arabes et auxquels des organisations internationales accordent le statut d'observateur, les facilités, privilèges et immunités applicables conformément à la Convention de Vienne précitée.

* -----